ART. 3.

La propriété d'un cours d'eau peut s'acquérir et se perdre par le laps de temps de deux années.

ART. 4.

Les chemins à voitures, c'est-à-dire ceux où peuvent passer les chars et charriots, peuvent également s'acquérir et se perdre par le laps de deux années.

ART. 5.

L'action en partage d'une propriété commune, restée indivise entre les possesseurs, peut toujours être intentée par l'un des copropriétaires du fonds commun (1).

ART. 6.

L'usage des bois, des montagnes et des pâturages doit être commun à chacun, dans la proportion de son droit (2).

ART. 7.

Quant à la servitude de jour ou d'air nous avons aussi établi qu'il devra rester dix pieds de distance entre les constructions des particuliers, et quinze pieds de distance entre les édifices publics, comme cela est prescrit par le code Théodosien (3).

(1) Voyez la formule 20^e du livre 4^{er} des *formules de Marculfe*. — Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision. Code civil, art. 815.

(2) Voyez l'art. 2 du titre 54, et le titre 67 de la *Loi Gombette*.

(3) Les codes de Justinien qui remplacèrent chez nos pères le Code théodosien, établirent sur ce point un droit nouveau. La loi 9 au ff. de *servitutibus prædiorum urbanorum*, permet de bâtir sans intermédiaire lorsqu'il n'existe aucun titre contraire. La loi 9 au code, de *servitutibus et aqua*, renferme une disposition semblable, et établit une règle très-claire sur le droit ou la prohibition d'élever un édifice, de nature à nuire au jour d'une maison voisine.